



La Légion étrangère française au Yémen pour pomper du gaz vers l'Europe?

Par [Philippe Rosenthal](#)

Mondialisation.ca, 31 août 2022

[Observateur continental](#) 30 août 2022

Région : [Asie](#), [L'Europe](#)

Thème: [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Depuis le début du conflit en Ukraine, la France a cessé d'utiliser le gaz russe. Pour le remplacer, le pays emploie des tactiques impérialistes du XIXe siècle, ce qui n'est que le pillage des ressources d'un autre pays par la force.

Pillage du gaz au Yémen par la France et les Etats-Unis. C'est une opération à la manière de «l'impérialisme le plus grossier du XIXe siècle», [écrit](#) *AntiDiplomatico*. On entend par là la décision de la France d'utiliser la Légion étrangère pour des actions dans un autre pays, le Yémen. Il s'agit d'approvisionner l'Europe en gaz. C'est d'un intérêt vital en raison du contexte géopolitique d'aujourd'hui. Cela arrive à un moment, en effet, à un moment où la France a renoncé de prendre le gaz russe sur décision de la Commission européenne à cause du conflit en Ukraine

The Cradle - un magazine d'information en ligne couvrant la géopolitique de l'Asie occidentale - [indique](#) que «la Légion étrangère française arrive au Yémen pour sécuriser une installation gazière» et que «la France aurait pour objectif d'exporter du gaz depuis l'installation de Shabwah afin de réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis du carburant russe». Le gouvernement de salut national (NSG) au Yémen s'est dit préoccupé par ce qu'il a qualifié d'activité «suspecte» l'action des troupes américaines et françaises qui se trouvent stationnées au sud du pays, lui même rongé par la guerre et la famine depuis des années.

Une manne énergétique qui devrait servir à résoudre les problèmes au Yémen. La discussion a eu lieu lors d'une session parlementaire tenue par des responsables du NSG le 17 août. *The Cradle* précise que «l'activité suspecte» citée par le NSG fait référence à une affirmation de l'ancien ministre yéménite des Affaires étrangères, Abubaker Alqirbi, qui a déclaré que la Légion étrangère française, une force militaire française composée de ressortissants étrangers, est arrivée dans la province yéménite de Shabwah pour assurer le contrôle de l'installation gazière de Balhaf».

Le 17 août dernier, l'ex-ministre des Affaires étrangères du Yémen, Abubaker Alqirbi, a [tweeté](#): «Les informations continuent [de tomber] sur les préparatifs en cours pour exporter le gaz de l'installation de Balhaf et que cela pourrait être la raison des événements de Shabwa et de la démarche et des négociations actives de la France avec certains pays de la région et les parties au conflit yéménite pour l'exporter en raison du haut niveau international du prix du gaz et de réduire la pression russe sur l'Europe et d'assurer la protection de l'installation par la Légion étrangère française».

Il a [rajouté](#) que «l'exportation de gaz de Balhaf est d'intérêt national pour résoudre les souffrances économiques du Yémen et les moyens de subsistance des citoyens et pour payer les salaires des employés». Il a aussi martelé que cette manne énergétique devrait aider le Yémen et sa population: «Peut-être que l'économie ouvrira la porte à des négociations pour une solution politique globale à la crise yéménite si elle ne se transforme pas en un moyen de gaspiller des ressources».

Partenariat énergétique signé entre la France et les Emirats arabes unis (EAU). En juillet dernier, la France et les Emirats arabes unis (EAU) ont [signé](#) un partenariat énergétique pour la production conjointe de gaz naturel liquéfié (GNL). Selon des informations du début de l'année, la coopération énergétique entre les deux pays vise à assurer le contrôle des ressources gazières yéménites via l'installation de Balhaf, qui appartient à la multinationale pétrolière et gazière française TotalEnergies SE. Le peuple yéménite a exigé le retrait de toutes les forces étrangères occupant illégalement le pays, y compris les troupes militaires américaines récemment déployées, qui s'y trouvent sous prétexte de combattre le terrorisme et d'aider la coalition, indique *The Cradle*.

Selon Abdel Aziz ben Habtour, ex-premier ministre yéménite, cité par *The Cradle*, les récentes opérations de pillage menées par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite se sont déroulées sous les directives américaines, dans le cadre d'un plan de Washington visant à assurer le contrôle du pétrole yéménite par l'intermédiaire de ses alliés du Golfe.

Philippe Rosenthal

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Philippe Rosenthal](#), [Observateur continental](#), 2022

Articles Par : [Philippe Rosenthal](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca